

Génocide des Tutsi du Rwanda et « Union sacrée »

Depuis la Mission Parlementaire de 1998, la bataille idéologique et historiographique sur le degré de responsabilité de la France dans le génocide des Tutsi du Rwanda en 1994 a pris une intensité remarquable, bien que très paradoxale. Tout se passe comme si, malgré une impressionnante bibliographie et de nombreux colloques faisant progresser les connaissances ce génocide en général, la question sensible de la recherche nécessaire du degré de responsabilité de la France tombe curieusement dans le « non-dit » voire le « hors sujet ». D'où vient un tel phénomène, un tel « refoulement » de ce qui dérange tant notre conscience collective ? Pourquoi cet escamotage permanent de la vérité historique quel en est son ressort le plus profond ?

Dès 2001, Jean-Paul Gouteux, avec cette finesse et vigueur dans l'expression qu'on lui connaît, apportait déjà, un superbe élément de réponse à cette problématique, :

« "La souffrance infligée, lorsqu'elle atteint un tel degré, protège paradoxalement ses coresponsables parisiens. Dépassant l'imaginable, elle anesthésie l'intelligence, bloque les facultés de penser. Elle rend parfaitement irréaliste la chaîne des responsabilités. L'implication française dans une telle barbarie n'est pas concevable. Elle dérange trop. Le public préfère l'ignorer. Les historiens, les sociologues, les scientifiques en général, les journalistes, sont des gens raisonnables. Ils savent qu'il y a des choses qu'il n'est pas convenable de penser et encore moins de dire. Le principe de base sous-entendu, inhérent à tous leurs articles sur le sujet, est l'innocence dans l'intention des responsables politiques et militaires français. Leur seule faute est imputable à « l'aveuglement », la « cécité ». C'est pour eux une telle évidence qu'elle n'a pas besoin d'être formulée. Elle est implicite. Parfois, certains d'entre eux frôlent un instant la vérité. L'historien Gérard Prunier parle « des gens qui au Rwanda, se sont mouillés au-delà de l'imaginable et qui relèvent des tribunaux ordinaires ». Bien qu'une telle accusation soit manifestement explosive, elle se désamorce en restant dans le vague. Quels sont-ils ? Qu'ont-ils fait exactement ? C'est précisément « au-delà de l'imaginable ». Et l'on s'arrête là. Le sujet devient malsain. Cette accusation jetée dans une phrase, au cours d'un entretien, reste sans suite ¹.

Malheureusement, malgré la mise à disposition de tous par Jacques Morel², des sources disponibles jusqu'à ce jour –sauf celles qui sont encore classées secret défense, force est de constater que cette espèce de refoulement persiste et s'étend. Dans les derniers colloques sur le génocide des Tutsi, la question de l'implication de la France est réduite au minimum, voire totalement expurgée. Le plus pratique est de la mettre, dès la préparation de ces rencontres de spécialistes avec le public, d'emblée hors sujet. Il suffit de passer en revue les thèmes abordés dans les différents colloques, pour constater que le grand écart est flagrant entre le développement de la connaissance en général et le « flou » sur les responsabilités françaises. Ainsi lors d'un colloque organisé par le « **Mémorial de la Shôa** » en partenariat avec **Ibuka** le 26 mai 2013 avec le titre et le thème suivant « **Le génocide des Tutsi au Rwanda 1993 : que savait-on un an avant ?** », aucun des intervenants « spécialistes » n'avait été invité à traiter de « **ce que savaient les dirigeants français de 1990 à 1993** »³. Quelques minutes

¹ JP Gouteux, *Un génocide sans importance*, Tahin party, 3ème édition augmentée et actualisée par Jacques Morel, 2007, p 22-23

² Jacques Morel « La France au cœur du génocide des Tutsi », Paris, Esprit frappeur, 2010; cet auteur n'est curieusement jamais invité à ces colloques.

³ Voir le programme de ce colloque:

avant l'ouverture de ce colloque, à la question de savoir si la complicité française y serait au moins évoquée, un « spécialiste » répondit curieusement que « *ça devrait plutôt venir de la salle* ». Et de fait, aucun des intervenants n'a présenté clairement et explicitement « *ce que savaient les dirigeants français de 1990 à 1993*' . On ne peut vraiment reprocher aux intervenants de ne pas avoir abordé ce que savaient les meilleurs et plus proches alliés des génocidaires, car on ne leur a pas demandé. Première question : qui était responsable du programme de ce colloque ? Pour nous cela s'apparente à une certaine complicité dans la dissimulation du crime car comme l'a écrit une des intervenants, la journaliste belge Colette Braeckman, dans son article écrit trois jours après et qui relatait ce colloque « *à Paris, on savait, on avait choisi son camp* ⁴ ». Et pourtant, ni elle curieusement, ni aucun des autres intervenants n'ont cru bon ou simplement honnête de rappeler explicitement cette vérité historique durant le colloque même. Pourtant le public avait été invité à venir pour qu'on lui explique cela : qui savait et quoi ? La première des honnêtetés en effet eût été vis-à-vis de ce public de rappeler ces faits : les dirigeants français de l'époque savaient qu'il y avait un sérieux danger de génocide mais cela ne les a pas empêchés de maintenir leur soutien actif aux futurs génocidaires ; soutien qui se perpétua d'ailleurs pendant et après le génocide. Car si cette affirmation que « *à Paris, on savait, on avait choisi son camp* » avait été prononcée clairement et explicitement lors de ce colloque par les intervenants de la tribune, cette question logique se serait imposée à tous : si Paris savait, alors pourquoi n'a-t-il rien fait pour que le génocide n'ait pas lieu en dernière instance, et s'il n'a rien fait, sauf continuer à soutenir les génocidaires, comment peut-il dès lors éviter de tomber sous l'accusation pleinement étayée et justifiée de totale complicité de génocide ? Voire, hypothèse malheureusement plus que plausible, d'en avoir été un des commanditaires ? Quelle motivation profonde a-t-elle amené les dirigeants français de l'époque à considérer une menace de génocide, pourtant clairement annoncée, comme « non importante », comme tout compte fait secondaire par rapport à quelque chose qui serait donc prioritaire dans les décisions de l'Élysée ? Quelle chose ?

Bien au contraire, cette prétendue « faute » des dirigeants français d'avoir été simplement « aveuglés » et, jusque-là, maintenue soigneusement selon Paul Gouteux dans l'implicite, est devenue aujourd'hui « hors sujet ». Lors du dernier colloque du 26 mai 2014, organisé par l'ESG Management School, dans le cadre des Assises nationales de la Lutte contre le Négationnisme, et dont le thème retenu cette année était intitulé ainsi : « 20 ans après, dire le génocide des Tutsi », l'implication de la France est absolument exclue du programme⁵. Même lors de la première Table ronde consacrée au thème de « **La longue préparation et les signes avant-coureurs** » les intervenants n'ont pas osé aborder le rôle de la France dans cette préparation, elle qui a pourtant formé l'armée qui deviendra génocidaire et souvent entraîné les milices. Elle qui connaissait les signes « avant-coureurs » puisqu'elle s'évertuait à les communiquer, avec une certaine délectation provocatrice, aux dirigeants du FPR, leur

<http://www.memorialdelashoah.org/index.php/fr/component/content/article/10-programme-des-activites/1094-colloque-le-genocide-des-tutsi-au-rwanda-1993-que-savait-on-un-an-avant>

⁴ Dans son blog, “le carnet de Colette Braeckman”, du 28 mai 2013, <http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2013/05/28/un-an-avant-le-genocide-que-savait-on-a-propos-du-rwanda/>

⁵ Sur le site de l'ESG Management school: <http://www.esgms.fr/lutte-negationnisme-ecole-de-commerce.html>

conseillant notamment d'arrêter leur attaque sous risque de génocide. Celui-ci était bel et bien annoncé, et à probablement dessein⁶. Alors pourquoi, Monsieur Yves Ternon, historien, et pourtant directeur de la mission d'information citoyenne sur le génocide au Rwanda, considéra, après une légère allusion à l'implication de la France, que ce n'était pas le sujet du colloque. Il faudra attendre la troisième table ronde consacrée à « **La thèse du «double génocide»** », pour que Jean-François Dupaquier et Patrick de Saint-Exupéry s'aventurent, avec beaucoup de précautions oratoires, et souvent de façon allusive ou implicite, à évoquer cette implication⁷.

Il est curieux de rencontrer la même circonspection, pour ne pas dire pire, dans l'évocation de l'implication de la France, chez ceux-là même qui se trouvent pourtant souvent à l'avant-garde de la lutte pour la vérité et la justice. Déjà au colloque du Mémorial de la Shôa, cette ligne de défense avait été plusieurs fois utilisée, notamment par Jean-Pierre Chrétien, qui, il faut le rappeler, n'est qu'un historien africaniste, se revendiquant comme tel d'ailleurs, et reconnaissant qu'il n'est pas qualifié pour parler de politique internationale de la France. Selon lui, les dirigeants français se seraient fait aussi manipulés par leurs « alliés » rwandais. "*Qui a manipulé qui?*" répond souvent cet historien. « *On peut d'ailleurs se demander qui, des idéologues rwandais ou de leurs partenaires étrangers, a influencé l'autre* » est-il écrit dans son dernier ouvrage⁸. Ce qui laisse entendre que les Français ne sont donc pas vraiment responsables de leur politique rwandaise puisque les dés auraient été pipés par les Africains. L'auteur affirme que c'est le racisme qui explique l'« aveuglement des politiques ». Le « refus de voir » prêté à Mitterrand, est expliqué par « *un africanisme à l'ancienne, avec ses querelles « tribales », doublées dans ce cas par un contentieux entre un « peuple » et des « féodaux »* (...) *On voit bien combien il était facile aux autorités rwandaises responsables du génocide, de faire passer leur message sur la « colère populaire » et les « luttes interethniques », véritable cache-sexe d'une option politique raciste* ⁹ ». Jean-Pierre Chrétien aime à rappeler qu'il avait bien essayé de prévenir ces politiques de ne pas tomber dans le piège de l'ethnisme mais il conclut à l'échec de sa tentative, à cause, écrit-il, du « *mépris pour la recherche* » de la part de Mitterrand¹⁰. Les préjugés auraient été plus prégnants, trop profonds pour être combattus. Du coup « le raciste » devient une sorte « d'innocent politique », inintelligent et manipulable, l'aveuglement qui en découle excluant la

⁶ Devant la Mission parlementaire. de 1998 le colonel René Galinié déclare : « *toute avancée du FPR risquait de déclencher de la part de la population hutu agressée le massacre de la population tutsi vivant au Rwanda* » (audition du 6 mai 1998 ; tome I page 345)

L'ambassadeur de France au Rwanda, Georges Martres avoue lors de son audition du 22 avril à la Mission parlementaire : « *Certains Hutu avaient d'ailleurs eu l'audace d'y faire allusion. Le colonel Serubuga, chef d'état-major adjoint de l'armée rwandaise, s'était réjoui de l'attaque du FPR, qui servirait de justification aux massacres des Tutsi* » tome III p.119

Enfin selon Paul Kagame interviewé par Renaud Girard (*Le Figaro*, 22/11/1997), le directeur des Affaires africaines Paul Dijoud lui aurait dit en septembre 1991, lorsqu'il est allé le voir : « *Si vous n'arrêtez pas le combat, si vous vous emparez du pays, vous ne retrouverez pas vos frères et vos familles parce que tous auront été massacrés.* » Le génocide utilisé comme chantage, comme force de frappe dissuasive..

⁷ Patrick de Saint-Exupéry insistant sur le fait que la théorie du double génocide fut initiée par Mitterrand lui-même.

⁸ Jean-Pierre Chrétien et Marcel Kabanda, "Rwanda, racisme et génocide", Paris, Belin, 2013; page 316

⁹ id. page 278-279

¹⁰ id. page 280

responsabilité. Comment peut-on imaginer les dirigeants français, l'animal politique que fut notamment Mitterrand, se laisser « manipuler » par les apprentis sorciers du Hutu power ? C'est pourtant a posteriori, la ligne de défense ultime adoptée par des mitterrandiens : Quiles parle d'*erreurs* mais en aucun cas de « responsabilité », « *La France s'est retrouvée piégée par sa propre stratégie, et manipulée par un pouvoir qu'elle entendait contraindre à changer de politique* » (MIP, p.79)

Jean-Pierre Chrétien et Marcel Kabanda ont du mal à s'en convaincre eux-mêmes. Voilà pourquoi ils lèvent à peine le voile d'autres explications : « *« Il est difficile d'apprécier la part du machiavélisme politique, des préjugés sur l'Afrique, de la mauvaise information et du mépris de la recherche (voire de la maladie qui, sur ce sujet apparemment marginal dans les affaires françaises, avait rendu François Mitterrand dépendant de son cabinet politico-militaire¹¹»*. Mais de quel machiavélisme il s'agit, de quel intérêt supérieur de la nation française procède-t-il ? Nous n'en saurons pas plus. Si, une phrase évoquant, au détour d'une très bonne page sur l'utilisation de l'anti-américanisme traditionnel des élites françaises comme « *justification de la politique menée entre 1990 et 1994* » par Paris : « *la ligne de méfiance bien connue de François Mitterrand à l'égard des « Anglo-Saxons » au point que l'intervention française au Rwanda a été attribuée à une sorte de « complexe de Fachoda* ». Mais les auteurs ne s'étendent pas là-dessus et précisent fort prudemment qu'ils ne reviendront pas sur cette « politique menée par Paris ». En effet, c'est hors sujet, puisque le titre du livre c'est le racisme. Et de préciser en conclusion que « *c'est exactement cet aveuglement devant le racisme fonctionnant à nos portes et en notre nom en Afrique qui a inspiré notre livre¹²* ». Pas la vérité sur les vraies intentions de la France.

Curieusement cette idée a été reprise, lors du Colloque de l'ESJ management school du 26 janvier 2014, par un rescapé rwandais, vivant en France et responsable d'Ibuka France. Il reproche d'abord à certains de s'être laissé aller à évoquer la complicité de la France au "*mauvais moment, selon un mauvais timing*", oubliant que, si l'on respectait le programme, il ne pouvait y avoir de « bon moment » étant donné que le sujet était d'emblée « hors sujet » et que cela condamnait inmanquablement ceux qui oseraient en parler à devenir totalement incongru, quel que fût le moment de leur prise de parole. Puis il précise: "*je n'accepte pas de laisser croire que les vrais responsables ne sont pas les Rwandais eux-mêmes*" c'est-à-dire les tenants du Hutu power. "*Ils n'ont pas eu besoin des Français*" conclue-t-il. Curieuse version soft du « ce n'est pas nous qui tenions les machettes » avancé maintes et maintes fois par les défenseurs de la politique française. Version quasiment et moralement « inattaquable » car venant d'un rescapé de l'horreur auquel bien sûr on doit le respect. Mais cette collusion ne manque pas d'interroger : sans le céder à la paranoïa, il n'est pas totalement absurde d'imaginer une sorte d'accord diplomatique entre Rwandais et Français, en vertu duquel Ibuka cesserait de trop gêner la France au sujet de sa responsabilité ; en échange de quoi la France livrerait quelques génocidaires du genre Simbinkunga considérés comme les vrais responsables. Il suffit d'assister au procès en cours de ce génocidaire pour comprendre à quel point, sans diminuer pour autant son rôle de génocidaire, il était loin d'être un Himmler mais plutôt un Eichmann, zélé certes, mais appartenant plutôt au registre de la « banalité du mal » selon Hannah Arendt. Quant au fait que ces génocidaires n'auraient pas eu « *besoin des Français* » pour accomplir leur forfait, l'argument laisse rêveur. Il est avéré que, déjà, sans l'aide militaire de la France, notamment avec l'opération Noroît d'octobre 1990, les FAR se seraient écroulées, comme en février 1993 où la France envoie deux compagnies supplémentaires ; que sans les aides financières le coût du génocide n'aurait pu être assumé

¹¹ id., page 280

¹² id., page 291

(« couverture » par les Crédit lyonnais, d'un contrat égyptien se six millions de dollars de fourniture d'armes au Rwanda ; livraison au Rwanda pour 86 millions de dollars d'armes par an, par la manufacture d'armes sud-africaine Armscor, entre 1990 et 1993 ; livraison d'arme par avion-cargo parti de Chateauroux et intercepté le 21 janvier par la MINUAR ; que c'est bien la France qui a enseigné cette technique de « guerre révolutionnaire » aux futurs génocidaires et qu'il est là aussi avéré que des militaires français du DAMI étaient présents à Kigali après le début du génocide... sans parler de la caution morale qu'offre le soutien de la France : la revue Kangura qui publie en décembre 1990 « les dix commandements du Hutu », la bible de la haine, affiche en quatrième de couverture la photo de Mitterrand, avec en légende le dicton : « *les vrais amis ont les rencontrent dans les vraies difficultés* ». L'exécution du génocide aurait-elle été si facile, sa justification « morale » si intériorisée dans l'esprit des petites mains du génocide, sans cette formidable caution morale : « puisque la France, le pays des droits de l'homme nous soutient à ce point, n'est-ce point la preuve de notre bon droit ? » Cette aide-là a été probablement une des plus efficace, dans la préparation et l'exécution en toute bonne conscience, du dernier génocide du XX^e siècle.

Dès lors, face à ces formes d'autocensures et de prudences curieusement très scrupuleuses, le sujet de l'implication de la France devient hors sujet. Le simple fait de l'évoquer, lors d'une intervention ou question venant de la salle, et bien que réduite à deux trois minutes maximum, devient ipso facto totalement insupportable au modérateur et aux spécialistes invités qui ont le privil ge d'être sur la scène. La question devient incongrue parfois même aux oreilles d'un public apparemment très surpris : on ne l'avait pas préparé à entendre cela, cet « inconcevable » si dérangeant pour leur amour bien naturel de la patrie. D'où l'ostensible soulagement de certains qui assistent au procès en assises de Simbikangwa : au moins là, on ne risque pas d'entendre, venant de la salle, une quelconque évocation de l'implication de la France, puisque le public n'a pas le droit à la parole sous peine de forte amende, et il est implicite pour tout le monde que la question de cette implication est totalement hors sujet. Nous constatons à travers ces exemples que les registres de la « prudence », au-delà de leur diversité, aboutissent tous à ce que les responsabilités de la France soient refoulées et demeure dans la nuit noire de l'implicite. Tout le monde est au courant, mais personne en parle. Dans une émission de 28 minutes dont le sujet est l'intervention de la France en Centrafrique¹³ on évoque l'intervention française au Rwanda comme référence : si la France n'intervient pas on lui reprochera alors de ne pas avoir pu empêcher un génocide comme on le lui a reproché pour le Rwanda. Cela permet aussi de présenter un petit film sur le Rwanda bourré d'erreurs et de lieux communs  cul s, mais qui fonctionnent toujours comme écran à la vérité ; qui plus est cela permet d'évacuer l'essentiel du débat qui nous anime ici : en plaçant d'emblée la France, même de façon « pseudo critique », comme le pays dont le devoir était d'empêcher un génocide, on écarte de facto la question de mesurer à quel point la France en est probablement un des commanditaires. C'est d'ailleurs la ligne de défense de Védrine : si la France était intervenue dès le départ plus fortement pour obliger les Rwandais à accepter les accords d'Arusha, alors il n'y aurait pas eu de génocide. Argument qui ne fonctionne que si parallèlement on évacue des points essentiels de ce qui s'est réellement passé et qui le font apparaître pour ce qu'il est, un bel écran de fumée. En effet, si tel était la vraie et sincère intention de la politique française, faire appliquer les accords d'Arusha, pourquoi donc soutenir en sous-main la formation du Hutu power, continuer à mettre en place l'arme de destruction massive à caractère dissuasif (et seulement dissuasif se persuade-t-on en bon Machiavel) que représentent les dispositifs de la « guerre révolutionnaire » ? Mais l'objectif de l'argument de Védrine est tout autre que la recherche de la vérité historique : il s'agit

¹³ émission sur Arte, du 13 février 2014

d'évacuer l'hypothèse même que la France ne visait pas l'application de ces accords comme réel objectif ; ces accords n'étaient en réalité qu'un moyen de maintenir ou renforcer l'influence de la France dans ce pays. Si ces accords avaient la chance de fonctionner, pourquoi pas, mais si ce n'était pas le cas¹⁴, s'ils s'avéraient trop difficiles à mettre en œuvre, alors d'autres moyens seraient utilisés pour parvenir au même objectif : l'utilisation de l'arme massive de destruction des positions éventuellement gagnées par le FPR, considéré comme le bras armé des anglo-saxons, en clair, le moyen du génocide¹⁵. Ce que l'on peut éventuellement donner comme gage d'innocence aux décideurs Français c'est qu'ils n'auraient peut-être jamais pu envisagé que ce génocide, que Mitterrand père jugea pas trop « important », ait pu se révéler si dramatiquement efficace, à l'instar du grand étonnement de Mitterrand fils estimant les Africains incapables d'une telle efficacité. Mais alors, comment peut-on déceimment s'étonner de cela, quand on sait que toute l'armée française (Dami etc) s'est évertuée depuis son implication au Rwanda à préparer et organiser la « guerre révolutionnaire » ? Pourrions-nous, après Hiroshima, nous étonner, sans une bonne dose d'hypocrisie, de l'efficacité de l'arme atomique ? Par contre, les médias se sont fait très largement l'écho de l'accusation en miroir selon laquelle le FPR n'aurait pas seulement mis fin au génocide, mais l'aurait sciemment, et donc de façon cynique et machiavélique, totalement souhaité et provoqué.

On retrouve d'ailleurs ce même « refoulement » dans le milieu de l'Éducation nationale, en particulier chez les auteurs de manuels et les professeurs en général. Suite à une analyse exhaustive des manuels scolaires sur le génocide des Tutsi du Rwanda de 1994, on pouvait légitimement se poser cette question : d'où vient le fait que, toute une génération d'historiens et d'enseignants, en rédigeant les manuels d'histoire de 1995 à 2011 y aient, volontairement ou de façon plus ou moins inconsciente, minimisé l'événement du génocide des Tutsi, l'aient dénaturé jusque souvent à la limite du « négationnisme », et se sont évertués à justifier la politique française de façon proportionnelle à leur dénonciation des responsabilités américaines dans ce drame ? Un ami IPR inspecteur me répondait à cette question en alléguant la « méconnaissance » : *« les silences des manuels ne sont pas nécessairement le signe d'une volonté de ne pas parler, mais le reflet de l'ignorance... La connaissance des professeurs d'histoire-géo, fussent-ils excellents, n'est pas nécessairement parfaite sur tous les thèmes, notamment sur l'histoire immédiate. Donc pour moi les silences ne font que refléter le faible degré d'information de la société française dans son ensemble. »*

¹⁴ Quesnot n'a-t-il pas avoué lui même qu'il n'y croyait pas JPG p114

¹⁵ C'était d'ailleurs le montage stratégique révélé par Villepin lorsqu'il écrit dans une note du 24 juillet 1992, alors qu'il est directeur adjoint des Affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay du gouvernement Balladur : *« L'action de la France au Rwanda est guidée par une volonté de stabilisation et un souci d'apaisement. Elle comporte un volet diplomatique et un volet militaire. Le premier nous a amenés à encourager le processus d'ouverture au Rwanda et à soutenir les efforts régionaux de paix ainsi que le dialogue entre les parties en conflit. [...] Le second, complétant le premier, nous a conduits à dépêcher des militaires sur place, afin de protéger nos ressortissants, et à intensifier notre coopération militaire auprès de l'armée rwandaise. La déstabilisation du Rwanda, si elle se produisait, sonnerait en effet le glas du processus de démocratisation, dans un contexte d'exacerbation des tensions communautaires. »*

Cet argument pose un problème : si l'auteur de manuel est ignorant à ce point du troisième grand génocide du XX^e siècle qu'il est censé enseigner aux élèves, pourquoi alors a-t-il été choisi comme auteur de manuel ? D'ailleurs nul n'est plus ignorant que celui qui ne veut pas savoir. Car comment peut-on imaginer que des enseignants, historiens, ayant la tâche d'écrire des manuels sur l'histoire du XX^e siècle ne se documentent pas avant ? Il suffit de lire une bibliographie sur le sujet pour comprendre, à la vue de son abondance et diversité, que si un historien ne l'a pas consultée c'est qu'il ne voulait pas réellement en savoir plus. Or, la question qui se pose tout naturellement devant ces intellectuels qui ne veulent pas apprendre ou qui s'évertuent à entretenir leur ignorance, c'est celle de la raison profonde de ce déni de savoir.

D'où peut donc venir, chez un intellectuel, le refus de savoir ? Que ce « refus » soit plus ou moins conscient n'enlève rien à l'acuité et la légitimité de cette interrogation.

En se faisant l'avocat du diable, on pourrait évoquer le recul « historique » nécessaire pour écrire l'Histoire. Certes, mais alors, comment peut-on expliquer que ces mêmes auteurs ne s'embarrassent pas de respecter un quelconque « recul historique » lorsqu'il s'agissait dans les éditions de 1995 de justifier l'opération Turquoise¹⁶ ou dans toutes les éditions confondues de critiquer sans complexe les plus récentes interventions américaines¹⁷. Ce double poids double mesure pour ce qui concerne le respect d'un nécessaire « recul historique » pour écrire l'Histoire, prouve nettement que les limites de ce respect sont bien idéologiques. Et d'où procède cette idéologie qui consiste à refouler nos crimes au profit des crimes des autres ?

Certains prétendent aussi que le sujet de l'implication de la France est si sensible qu'il aurait le désavantage de soulever de trop « vives polémiques », préjudiciables à la sérénité de l'enseignement, et que par conséquent, mieux vaudrait ne pas l'aborder dans des manuels scolaires. Qu'il y ait débat sur l'interprétation des « faits » ne devrait pas, là non plus, empêcher qu'on les étudie avec des élèves. La « Révolution française » elle-même, joyaux de notre enseignement d'histoire de France, est en but à de farouches « polémiques » d'historiens quant à son interprétation, et les manuels d'ailleurs ont assez bien suivi les mouvements internes de ces joutes historiographiques. Si les faits sont établis, rien ne peut donc justifier, pédagogiquement, qu'on écarte de la réflexion des élèves les « polémiques » que leurs diverses interprétations provoquent.

À moins que cet écartement, cette « prudence » à prétention déontologique, qui postule que l'enseignement d'histoire doit être « neutre », ne dissimule consciemment ou pas une censure ou autocensure qui procède d'une toute autre valeur, celle qui consiste à éviter de provoquer de trop l'esprit critique de nos élèves au profit d'une limite volontaire à la connaissance, en d'autre terme d'une ignorance, nécessaire au maintien d'une bonne « conscience » nationale.

Je continue l'argumentaire de mon ami inspecteur : « *Là où c'est évidemment plus gênant, ce sont les références au double génocide, ou le choix d'un vocabulaire qui semble nier la réalité d'un génocide. Je ne parle même pas des conflits tribaux convoqués pour exposer les causes de ce drame, qui à mon sens relève surtout des préjugés et d'une vision passéiste de l'histoire de l'Afrique.* »

¹⁶ “Le génocide dans les manuels scolaires français de 1995 à 2008” Nuit rwandaise N°6, page 109

¹⁷ idem, page 99

On peut ici suivre le raisonnement. Il y a bien là à l'œuvre des « préjugés » et une « vision passéiste » de l'Histoire. Mais la question se pose là encore de comprendre ce qui maintient ces intellectuels dans leurs « préjugés ». Mon ami inspecteur apporte un élément de réponse : *« Ce que je peux apporter comme éléments tient des politiques éditoriales. J'ai pu constater l'autocensure des directeurs de collection, pour que le manuel qu'ils proposent offre le moins d'aspérités possibles sur le marché français. Si le risque de polémiques existe, alors les termes sont lissés ou ôtés. Or, dans les années 90-2000, les lobbys pro Afrique française sont encore importants et peuvent mobiliser. Les enjeux financiers sont importants et expliquent le choix de se reposer sur ce qui semble être le consensus du moment. Et en la matière, le jugement est nécessairement subjectif. »*

Tout cela peut se défendre. Mais alors, quid de ces intellectuels, professeurs de philosophie ou d'histoire, qui ne sont ni ignorants, ni susceptibles de préjugés, ni d'être sensibles aux sirènes des lobbys idéologiques ou financiers... et qui néanmoins continuent leur « politique de l'autruche », qui détournent la conversation dès les premiers instants, car visiblement le sujet gêne voire irrite. Quel est donc ce facteur psychologique et idéologique qui incite si mystérieusement tous ces et honnêtes et bons citoyens français à commettre sans cesse ce déni de vérité sur la complicité française dans le génocide des Tutsi du Rwanda ?

Ce refoulement général se révèle même parfois sur le mode d'un humour souvent très scabreux, qui se réfugie derrière un « second degré » si valorisant auprès d'un public de plus en plus nombreux, lâchant la bride à un racisme de plus en plus clairement explicite, tout en affichant machiavéliquement que se pourrait être un bon moyen de l'exorciser.

Il nous semble que cette force très profonde qui est à l'œuvre dans ce refoulement général a quelque chose à voir avec la notion « d'union sacrée ». Plus précisément, tout se passe comme si, dans les esprits de nos contemporains et compatriotes, la défense de l'image de la France éternelle mériterait non seulement de serrer les rangs mais, ceci expliquant cela, de mettre l'étouffoir sur des valeurs et des principes, que paradoxalement, nous nous évertuons à revendiquer haut et fort sur la scène internationale, au point de passer aux yeux de beaucoup de nos frères étrangers, pour de ridicules et orgueilleux donneurs de leçons.

Il n'est que d'observer, dans toute la classe politique y compris à la gauche de la gauche, cette extrême frilosité à évoquer la complicité de la France dans le dernier grand génocide du XXe siècle. Certes surgissent parfois quelques textes qui se veulent assez clairs et qui projettent de vouloir aller assez loin dans la vérité et la justice¹⁸. Et puis, passé le bruit de la parole, ces

¹⁸ Jean Marc Ayrault, Premier ministre, déclarait en 2011 : « Ce qui s'est passé en 1994 au Rwanda nous concerne tous. Le processus qui conduit au génocide est une déshumanisation de l'homme. Aujourd'hui nous devons nous souvenir et commémorer mais aussi dessiner les voies pour apaiser les morts, permettre à la justice de travailler et garantir aux historiens d'assurer leur rôle indispensable

(...) La France doit y prendre toute sa part (...) Les moyens humains et financiers doivent être donnés afin que le nouveau pôle judiciaire concernant les génocides et crimes contre l'humanité puisse fonctionner. »

Pascal Canfin, Ministre délégué, chargé du Développement, a signé l'Appel du 22 février 2010 à l'occasion du voyage de Nicolas Sarkozy au Rwanda.

Il y est dit notamment :

« Nous invitons chacun, simple citoyen, journaliste, militant associatif ou politique, chercheur universitaire ou élu local à trouver quels gestes il peut poser, quelles paroles il peut prononcer

militants, dont nul ne pourrait mettre en doute la sincérité, retombent dans l'aphonie et l'apathie la plus totale, confinant à la veulerie. Comment peut-on commencer à entendre le cri des génocidés de 1994 et retourner au silence sous prétexte que ce cri est inaudible, inaudible car trop effrayant pour notre image nationale. Que deviennent alors tous les autres combats politiques, si ce cri-là n'est pas entendu ?

Certes la révélation du crime éclabousserait tout le monde et plus le temps passera plus le silence adopté au départ par certains aggravera cette autre complicité qui a consisté à préférer « couvrir » le crime des « copains » plutôt que de rechercher la vérité et la justice. Au-delà des prises de position sans lendemain et sans strictement aucun effet, c'est l'union sacrée qui se manifeste dans les faits : les dossiers s'enlisent et le silence de tous, comme celui d'une famille autour d'un secret inviolable, replonge encore plus profond notre complicité dans la nuit rwandaise.

pour contribuer à faire cesser le silence sur le rôle qu'a joué la France au Rwanda entre 1990 et 1994. »

Europe Écologie-Les Verts a publié un communiqué le 16 janvier 2012 indiquant :

« Il est aujourd'hui nécessaire d'aller au bout de cette démarche [de recherche de vérité], en déclassifiant toutes les archives liées à cette période, en faisant tomber les protections dont bénéficient certains présumés génocidaires résidant en France, en instaurant enfin une commission d'enquête parlementaire sur la coopération franco-rwandaise de 1990 à 1994, ainsi qu'EELV le demande depuis le 7 avril 2011.

(...) Un changement de majorité politique en France doit être l'occasion de prendre ces décisions. EELV appelle donc ses partenaires de la gauche et de l'écologie parlementaires à s'engager dès maintenant sur une position claire et unifiée en vue de faire toute la lumière sur le rôle joué par la France avant, pendant et après le génocide au Rwanda... Cet engagement commun serait pour notre pays un premier pas dans la refondation de relations avec l'Afrique qui soient respectueuses des êtres humains. »

Le Mouvement des Jeunes Socialistes a publié un communiqué le 25 février 2010 indiquant :

« Il est temps que l'Etat reconnaisse son rôle dans la livraison d'armes, la formation des militaires et milices ainsi que la protection qui a été accordée pendant près de quinze ans à des génocidaires sur notre territoire national. (...)

En 1998, la mission d'information présidée par le député Quilès avait permis d'ouvrir des pistes de réflexion sur le rôle de la France au Rwanda. La mission révélait une part de responsabilité de France mais niait toute complicité et se refusait à désigner des responsables. En outre, le rapport était complaisant avec l'Opération Turquoise. Malheureusement la France et le Parti Socialiste se sont contentés de ce rapport l'érigéant comme un dogme que nul n'est autorisé à interroger. (...)

Les jeunes socialistes demandent au Parti Socialiste et à l'ensemble des forces politiques de notre pays de lever immédiatement le secret défense sur tous les dossiers attenants au Rwanda et d'accorder un accès total aux archives aux historiens.

Les jeunes socialistes souhaitent que soit adoptée une loi pénalisant tous les actes de négationnisme et cela pour tous les génocides. »

Cette tendance lourde des mentalités collectives en France (et probablement ailleurs à l'étranger), n'est pas récente. Elle remonte sans doute très loin et s'est cristallisée probablement à mesure qu'au sortir du Moyen Age, le sentiment national émergeait lentement dans les consciences.

Le cas le plus surprenant et apparemment paradoxal est celui de Montaigne. Celui-ci fut contemporain de la Saint-Barthélemy. On aurait pu croire que cet humaniste et pacifiste aurait condamné sans appel le massacre. Or il n'en est rien. Les historiens ne disposent d'aucune trace d'une quelconque prise de position, si prudente fût-elle sur le sujet. Plus troublant encore : la page de son journal¹⁹ qui serait contemporaine de la Saint Barthélemy a été déchirée alors que plusieurs de ses écrits témoignent d'une remarquable indulgence vis-à-vis de Charles IX, le responsable des massacres. Certains historiens pensent qu'en réalité, Catherine de Médicis et ses fils, loin d'être responsables du massacre, ont tout fait pour unir les « bons Français » de toute religion contre le danger contre les « prétentions ouvertement hégémonique » de l'Espagne de Philippe II. Montaigne se serait tu au sujet de la Saint Barthélemy en soutien à cette première politique « d'union sacrée » contre l'étranger. Le grand Montaigne aurait « *su déceler en Charles IX une tragique victime d'une « urgente circonstance », contraint de faire taire sa conscience devant son devoir d'état²⁰ »*

On connaît bien cette « **contrainte de faire taire sa conscience** » qui prit soudainement Léon Jouhaux, secrétaire de la CGT socialiste, dès le lendemain de l'assassinat de Jean Jaurès, et qui l'amena publiquement à trahir le grand pacifiste pour rejoindre la politique « d'union sacrée » habilement proposée par Raymond Poincaré, ce politicien du centre gauche évoluant sans cesse vers le centre droit. Jouhaux enfourche, dès le 4 août, dans son discours aux funérailles de Jaurès, la menace de l'étranger, toujours diabolisé, balayant les principes masqué par une rhétorique de fidélité : on reste « pacifiste » en principe, affirme-t-il, mais l'étranger nous force à devenir patriote et guerrier pour défendre nos conquêtes sociales. « *Jaurès a été notre réconfort dans notre action passionnée pour la paix. Ce n'est pas sa faute, ni la nôtre, si la paix n'a pas triomphé. (...) Cette guerre, nous ne l'avons pas voulue. Ceux qui l'ont déchaînée, despotes aux visées sanguinaires, aux rêves d'hégémonie criminelle, devront en payer le châtement. (...) Notre volonté fut toujours d'agrandir les droits populaires, d'élargir le champ des libertés. C'est en harmonie de cette volonté que nous répondons " présent " à l'ordre de mobilisation. jamais nous ne ferons de guerre de conquête. Non, camarades, notre idéal de réconciliation humaine et de recherche du bonheur social ne sombre pas.(...) Nous serons les soldats de la liberté pour conquérir aux opprimés un régime de liberté, pour créer l'harmonie entre les peuples par la libre entente entre les nations, par l'alliance entre les peuples.²¹ »*

On sait également comment De Gaulle et Mitterrand ont tout fait pour réconcilier les Français : on passe sur le principe de justice et on épargne les collaborateurs, on les réinsère dans le tissu national, on les protège. La raison profonde est toujours la même : il faut renforcer la cohérence nationale face aux étrangers menaçants, afin de maintenir la place de la France dans le monde.

C'est sous couvert de défense de la francophonie que Mitterrand lui-même lève le voile dès 1986 sur la bataille acharnée qu'il s'apprête à mener contre les concurrents anglo-saxons, et

¹⁹ Pages arrachées de son Éphéméride au jour des massacres d'octobre 1572 à Bordeaux.

²⁰ Louis Bourgeon, "Montaigne et la Saint-Barthélémy", dans le Bulletin de la Société des Amis de Montaigne, VIIème série, n°37-38 (juillet-décembre 1994) p101-109

²¹ Léon Jouhaux, À Jean Jaurès. Discours prononcé aux obsèques de Jean Jaurès, 4 août 1914

qui le mènera à soutenir le Hutu power francophone face à l'anglophone FPR, jusqu'à considérer que le génocide annoncé qui se révèle bien trop réel est « sans importance ». Or, faisons bien attention : qui, en France, même chez les intellectuels les plus critiques face à ce nationalisme rampant de la pire espèce, ne serait pas séduit par cette défense de la belle langue française menacée par le franglais ? Combien de pacifistes et internationalistes convaincus ne vibrent pas dans leur for intérieur à la victoire sportive d'une de leurs équipes nationale ?

Il est des prétendus « intérêts supérieurs » de la nation qui exigent et qui militent sans cesse, même sous couvert des plus belles idées et principes les plus sacrés, à l'union des différentes forces et idéologies politiques, par-delà même leurs divergences habituelles. Ces forces sourdes sont d'une efficacité redoutable sur tous les esprits, y compris sur ceux qui sont les plus avertis d'une éventuelle complicité de la France dans le génocide des Tutsi du Rwanda, car elles sont constamment relayées par la presse, les médias, l'Education nationale, les manuels scolaires, bref ce qu'on appelait « l'idéologie dominante ». Et en vertu même de ce qui sacralise leur union, ces forces sourdes considèrent, et n'ont de cesse de convaincre tout un chacun, que tout dégât éventuel produit par la politique issue de leurs convergences exceptionnelles représente certes peut-être bien un « mal » au regard des « principes », mais un mal « nécessaire » si l'on se place du point de vue supérieur de la nation. Et comme cette « supériorité » de la nation sur les « principes humanistes et universels » reste inavouable, on n'a d'autre solution que de se convaincre soi-même, que la France n'est pas « co-inventeuse » du génocide, même pas « complice », mais qu'elle n'a commis ici que des « erreurs », aveuglée qu'elle était par un « racisme ambiant », ses propres préjugés sur l'Afrique et la manipulation de ses alliés du Hutu power.

Lorsque Mitterrand affirme que le « génocide » des Tutsi du Rwanda est un « génocide sans importance », cela révèle le fond de cette pensée : certes il y a beaucoup de morts, mais c'est pour le bien être de beaucoup plus de gens encore, des « bons Français » et leurs gentils alliés, au service desquels obéit la raison d'État. On retrouve ici la notion hégélienne de la « ruse de la raison ». Onfray l'expliquait ainsi dans un de ses cours radiodiffusé : *« la négativité hégélienne n'est pas pensable en tant que telle, elle n'est pensable que dans un processus dialectique ; expropriation, meurtre de masse, goulag ne sont pas une fin en soi, ce ne sont que des « moments » dans un long mouvement qui vont permettre de réaliser l'Histoire.²² »*. Mitterrand le grand homme sait que le « génocide des Tutsi » n'est qu'un moment dans la longue histoire de la France qui doit se battre pour maintenir sa place dans le monde. Et le Rwanda était et est toujours un point géostratégique de première importance. Le combat continue d'ailleurs, car, depuis que le Rwanda est passé au Commonwealth, Sarkozy, Kouchner, suivi en cela par Fabius et Hollande, font tout dès lors pour ramener le Rwanda dans le giron français. En ce sens, le génocide a été pour ces gens là « une erreur » certes ; mais pour la raison peut avouable qu'il n'a pas été efficace. Il n'a pas été une « erreur » au regard des principes universels, mais une « erreur » dans la stratégie globale qui consiste à récupérer le Rwanda et le maintenir dans l'escarcelle du pré carré français. Dès lors, même si l'objectif reste inchangé, c'est la tactique et la manière qui changent : amadouons le nouveau Rwanda de Kagamé, qu'on n'a pas pu abattre jusqu'à présent par la force, l'assassinat ou la ruse. Et la meilleure façon de l'amadouer est de récupérer habilement la bataille mémorielle, et comme gage de sincérité, de commencer à livrer à la justice,

²² <http://www.franceculture.fr/emission-contre-histoire-de-la-philosophie-saison-11-marcuse-et-l-hedonisme-marxiste-2013-08-06>

quelques génocidaires, plus ou moins lampistes, réfugiés en France. C'est à ce petit prix « moral » que les nouveaux dirigeants français espèrent rattraper l'erreur du génocide. Ils pourront ainsi reprendre pied au Rwanda, en attendant ce jour sans doute tant espéré qui confirmera que le pouvoir de Kagamé ne pouvait pas être éternel.

Lorsque la quasi-totalité de l'Assemblée nationale vote pour la continuation de l'intervention française en Centrafrique c'est probablement le même moteur de « l'union sacrée » qui fonctionne encore à merveille : tout le monde sait très bien que, sous couvert de Sangaris, un nettoyage ethnique est en cours ; mais on est tous d'accord pour faire en sorte que cela ne se retourne pas un jour contre l'image de la France, sous forme de reproche d'avoir laissé faire, comme au Rwanda, un « génocide ». Comble de l'hypocrisie, puisqu'on utilise le miroir-repoussoir de notre complicité au Rwanda, qui demeure certes inavouable mais dont personne n'est dupe, pour justifier une nouvelle intervention dont on sait bien, là aussi, qu'elle permet de masquer un nouveau et moderne nettoyage ethnique. Il suffit juste de l'encadrer habilement pour éviter qu'il ne dégénère en une tâche trop voyante qu'on ne saurait alors plus dissimuler. Voilà notre seul progrès et enseignement depuis 1994. Ce qu'exprimait parfaitement, sur le plateau de 28 minutes, Michael Neuman, directeur d'étude à Médecins sans frontières. Après avoir estimé que "l'exode" était massif et inéluctable, il concluait en livrant le conseil suivant : *"les milices antibalaka n'étant pas maîtrisées"* la seule action encore possible c'est d'apporter des renforts pour que *"cet exode se fasse dans les meilleures conditions possibles"*. Une purification ethnique "propre" en quelque sorte! Le vote de l'Assemblée nationale prouve que nos députés, toutes tendances confondues, ont suivi ce conseil. Question: à quoi sert l'intervention française si les milices ne sont pas maîtrisées? Le vote unanime de l'Assemblée nationale animée de cette nouvelle « union sacrée » semble répondre : cachons ce nouveau nettoyage ethnique l'image éternelle de la France y est en jeu. Ainsi passent guerres coloniales, tortures de Viets et Fellaghas, génocides, massacres, soutiens à dictateurs, assassinats de dirigeants « anti-français », nettoyages ethniques et que demeure la France éternelle.